



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA HTE GARONNE  
COMMUNE DE LABEGE

N° : 013A - 2025

Nomenclature : 6.1

Publication numérique le : 06.01.2025

**ARRETE MUNICIPAL  
TEMPORAIRE DE TRAVAUX  
D'EXTENSION DE RÉSEAU ENEDIS  
DANS LA RUE DES ARTS  
LE 29/01/2025**

Le maire de la commune de LABEGE,

- Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et ses articles L.2212-1 à L.2212-5 et L.2213-1 à L.2213-4 ;
- Vu le Code de l'Environnement et ses articles L.171-8, L.541-46, L.571-17 et R.541-78 ;
- Vu le Code de la Route et ses articles L.411-1, R.110-1, R.110-2, R.411-5 à R.411-28, R.412-7 à R.412-33, le R.417-3 et ses articles R.417-10 et R.417-12 ;
- Vu le Code Pénal et son article R.610-5 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et ses articles R.1336-5, R.1336-6 à R.1336-11 ;
- Vu le Code de la Sécurité Intérieure et son article L.511-1 ;
- Vu le Code de la Voirie Routière et ses articles L.113-1 et R.113-1 ;
- Vu l'arrête interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrête interministériel du 6 novembre 1992 - livre I-huitième partie : signalisation temporaire ;
- Vu le règlement sanitaire départemental de la Haute-Garonne ;
- Vu l'arrête préfectoral de la Haute-Garonne numéro 083 du 23 juillet 1996 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et son article 04 ;
- Vu l'arrête permanent numéro 047A\_2021 du 08 juin 2021 portant réglementation des bruits et prévention des nuisances sonores sur la commune de Labège ;
- Vu la demande de l'entreprise demandeuse BOUYGUES ENERGIES &

SERVICES représentée par CHARLOTTE MASSOL et OLIVIER COINTAULT  
([o.cointault@bouygues-es.com](mailto:o.cointault@bouygues-es.com) / 06 87 73 02 01)  
([c.massol@bouygues-es.com](mailto:c.massol@bouygues-es.com) / 05 33 65 18 44)  
sise 1, Allée de longueterre 31850 MONTRABE

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux temporaires sur le domaine public, il y a lieu de réglementer momentanément la circulation, le stationnement des véhicules, le passage des piétons, la sécurité des ouvriers et des usagers aux abords de cette zone de travaux pendant toute la durée des travaux ;

Considérant qu'une mesure temporaire particulière doit être prise dans l'intérêt de la sécurité publique.

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Dans la période du 29/01/2025 , sur une durée de 01 jours calendaires, sont réalisés des travaux de terrassement pour branchements et raccordements en traversée de route dans la rue des arts, sur la commune de Labège.

La circulation est alternée manuellement sur une voie de circulation.  
La continuité piétonne est assurée en amont et en aval du chantier.

### **ARTICLE 2 :**

L'accès et le libre accès aux véhicules de secours, d'urgence et de service public sont possibles et facilités pendant toute la durée de l'occupation du domaine public, de jour comme de nuit.

### **ARTICLE 3 :**

Les signalisations de restrictions seront conformes aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La pose, le maintien ou le retrait de la pré-signalisation, de la signalisation de danger, prescription, restriction, fin de prescription et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité exclusive de l'entreprise bénéficiaire.

### **ARTICLE 4 :**

Les voies et espaces publics doivent être tenues propres, les entreprises doivent veiller à ce que le domaine public aux abords du chantier soit laissé

propre, toutes dispositions doivent être prise afin de nettoyer sans délai les chantiers et leurs abords.

Les déblais de chantiers non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge ou site autorisé à recevoir les matériaux extraits par les soins de l'occupant ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Il doit être veillé également au nettoyage complet des espaces alentours et des voies directement impactées par les salissures du chantier, le maintien des dispositifs de sécurité de la signalisation et de la clôture de chantier est obligatoire les veilles de week-end, jours fériés et jours de congés de l'entreprise.

En cas de défection, la commune se réserve le droit de s'y substituer, les frais induits d'intervention et de procédure seront portés à la charge de l'entreprise en charge de ce chantier.

#### **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté municipal temporaire est affiché obligatoirement sur le lieu d'intervention 48 heures à l'avance et pendant toute la durée des travaux de manière visible sur des supports semi-rigides à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise bénéficiaire en charge des travaux conformément aux mentions stipulées dans l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté municipal temporaire.

En cas de manquements, les chantiers seront arrêtés sur le champ.

Dès la fin des travaux entrepris, les panneaux de signalisation temporaire, les dispositifs de sécurité, engins de chantiers, matériels et matériaux de toutes sortes devront être obligatoirement enlevés par l'entreprise bénéficiaire en charge des travaux.

Toutes infractions au présent arrêté seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté municipal temporaire est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur aux lieux et places habituels de la commune de Labège.

#### **ARTICLE 7 :**

M. le Maire de la commune de Labège ;  
M. le Directeur Général des Services de la commune de Labège ;  
M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de Saint-Orens de

Gameville ;  
Les agents de la police municipale de Labège ;  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :**

Ampliation du présent arrêté municipal temporaire sont adressés à :

Aux demandeurs et bénéficiaires.  
SICOVAL.  
TISSEO.

Fait à Labège, le 3.01.2025  
Pour copie conforme  
Le maire

  
Laurent Chérubin



La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.